



Consultation thématique mondiale sur l'éducation après 2015 Compte rendu de la discussion en ligne sur la qualité de l'éducation

Contexte

Une discussion en ligne sur la qualité de l'éducation, modérée conjointement par l'UNICEF, l'UNESCO, l'Internationale de l'éducation, l'ACDI et l'OCDE, s'est déroulée **du 8 au 25 janvier 2013**. Au total, avec celles des modérateurs, **171 contributions** ont été déposées sur le site Web. Il s'agissait de recueillir des exemples de pratiques et d'expériences, ainsi que les opinions d'un large groupe de participants en ligne, sur les mesures et politiques susceptibles d'améliorer la qualité de l'apprentissage dans l'éducation tant formelle que non formelle et sur les principaux obstacles à la qualité de l'éducation dans les différentes régions du monde (ainsi que les facteurs les sous-tendant), en même temps que des recommandations concernant l'amélioration de la qualité de l'apprentissage et les implications politiques pour l'agenda du développement après 2015. La discussion a également abordé la question de l'évaluation des résultats de l'apprentissage et sa contribution à l'amélioration de la qualité de l'éducation.

Au sommaire du présent compte rendu: définition de la qualité de l'apprentissage selon les participants; principaux obstacles à l'amélioration de la qualité; politiques et actions visant à l'améliorer; mesures permettant d'améliorer la qualité de l'apprentissage des groupes les plus marginalisés; rôles des différentes parties prenantes, notamment de l'éducation, dans l'amélioration de la qualité de l'apprentissage; implications pour les objectifs éducatifs de l'agenda du développement après 2015.

Définir la qualité de l'apprentissage et mesurer les résultats

Les participants ont adopté une approche holistique dans leur définition des compétences qu'il convient d'acquérir tout au long de la vie. Beaucoup estiment qu'il faut un équilibre entre les compétences fondamentales, comme la lecture, l'écriture et le

calcul, et les compétences plus générales, comme la créativité, la résolution des problèmes et les compétences nécessaires dans la vie courante, ainsi que l'employabilité et la citoyenneté active. De même, plusieurs participants ont mis l'accent sur la nécessité que l'on « apprenne à apprendre », et que les systèmes éducatifs stimulent la pensée critique, la curiosité et les approches interdisciplinaires, tout en encourageant les élèves à développer leurs propres stratégies d'apprentissage.

Certains ont cité la Déclaration universelle des droits de l'homme, selon laquelle l'éducation « doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect

des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Il convient donc d'analyser les résultats de l'apprentissage sous un angle sociétal plus large, pour apprécier dans quelle mesure ils encouragent l'emploi, la citoyenneté et la cohésion sociale, tout en combattant les inégalités et les discriminations.

L'accent a été mis, également, sur la notion plus globale d'apprentissage tout au long de la vie. Le débat international étant largement concentré sur l'enseignement primaire, on se préoccupe relativement moins des autres niveaux d'éducation. Certains participants ont donc considéré l'éducation de la petite enfance comme un élément fondamental du droit à l'éducation. Des commentaires similaires ont été émis concernant l'enseignement secondaire et la formation professionnelle, et leur rôle dans l'acquisition de compétences cruciales. Plusieurs ont souligné l'importance de l'orientation professionnelle et de l'intégration de stages pratiques pour la préparation à l'emploi. D'autres ont mis l'accent sur les efforts en matière d'éducation des adultes, notamment l'alphabétisation.

Bien que nous acceptions le besoin d'avoir des écoles et pour les politiciens d'être en mesure de documenter le niveau de réussite, nous pensons également que de nouvelles approches d'évaluation sont nécessaires et qu'elles doivent s'étendre au-delà des résultats académiques.
Anna-Sophie Trolle

Les participants ont mis en garde contre une définition de la qualité exclusivement basée sur les taux de réussite et le nombre d'élèves poursuivant les études. Certains mettent aussi en garde contre les tests inutiles : si des mesures quantitatives sont sans doute nécessaires à certains niveaux, il ne faut surtout pas oublier que l'éducation est d'abord une expérience individuelle et, à bien des égards, « incommensurable ». Ils invitent donc les systèmes éducatifs à renoncer aux évaluations étroites et strictement curriculaires pour des mesures plus globales de la qualité de l'apprentissage et une appréciation qualitative du processus d'apprentissage. « *La difficulté consiste à fixer des critères de progression tout en tenant compte des différences contextuelles ainsi que de la diversité existant entre les systèmes éducatifs et en leur sein* » (**Forum européen de la jeunesse**). Ces changements exigent aussi une meilleure compréhension de l'éducation non formelle en tant que complément à l'éducation formelle.

S'agissant de mesurer la qualité de l'apprentissage, plusieurs participants ont souligné la nécessité de disposer d'indicateurs globaux afin de tenir compte des contextes culturels et sociaux. Les pays devraient définir leurs objectifs et normes minimales propres, à partir de facteurs contextuels tels que les niveaux de pauvreté, ou les ressources financières et humaines disponibles pour promouvoir les progrès. Plusieurs participants semblaient toutefois estimer que certains aspects de l'éducation de base, comme la lecture, l'écriture et le calcul, la pensée critique et les compétences nécessaires dans la vie courante, pourraient être promues à l'aide de normes d'apprentissage universelles.

Principaux obstacles à l'amélioration de la qualité de l'éducation

Il existe de nombreux obstacles à l'apprentissage de qualité, selon les participants. Une des premières raisons du manque d'accès à l'éducation ou de l'abandon des études est la pauvreté. Cela tient à la fois aux frais d'instruction et aux coûts indirects de l'éducation (matériels d'apprentissage, uniformes et repas scolaires, par exemple), mais est associé aussi à la malnutrition et aux mauvaises conditions de vie.

Pour les groupes les plus marginalisés et socialement exclus, et les personnes ayant des besoins éducatifs spéciaux, ces défis sont aggravés par le fait que l'accès à un apprentissage de qualité n'est pas suffisamment soutenu. Bien que l'équité figure parmi les objectifs mondiaux de l'Éducation pour tous, les cibles et indicateurs retenus n'ont pas permis de bien mesurer les progrès accomplis par les groupes les plus désavantagés.

Et bien que les Objectifs du Millénaire pour le développement mettent également l'accent sur un accès équitable à l'éducation, on ne se préoccupe pas assez d'équité pour ce qui est de la qualité de l'éducation.

Plusieurs participants ont cité le manque de volonté politique, la faible capacité administrative et la corruption parmi les facteurs empêchant l'amélioration de la qualité de l'apprentissage. En l'absence d'une bonne gouvernance et de réformes politiques, les investissements éducatifs risquent de stagner ou d'être captés par des priorités concurrentes.

Bon nombre d'intervenants invoquent la mauvaise qualité des environnements d'apprentissage. Les infrastructures scolaires (pupitres, salles de classe, bâtiments scolaires, etc.) et les matériels d'enseignement et les manuels sont en nombre insuffisant ou inadaptés, les classes surpeuplées et ingérables et l'accès aux bibliothèques et aux établissements culturels insuffisant.

Ils signalent aussi une grave pénurie d'enseignants qualifiés. Comment la qualité pourrait-elle s'améliorer si on ne s'efforce pas d'attirer des enseignants de qualité en leur offrant de bonnes conditions de travail et de bons salaires ou s'ils ne bénéficient pas d'une formation suffisante aux méthodes d'apprentissage modernes ? Il y a une prolifération d'enseignants non qualifiés sous contrat de courte durée et faiblement formés ou soutenus. Deux autres défis signalés par les participants consistent à maintenir les taux d'encadrement à des niveaux raisonnables et à affecter les élèves dans les classes correspondant à leur niveau.

Politiques et actions nécessaires pour améliorer la qualité

Au Malawi, le gouvernement a développé en 2004 ce qu'il appelle la stratégie nationale de renforcement de la participation de la communauté à la gestion de l'école primaire. Cette stratégie a aidé de nombreux acteurs à coordonner et répondre aux besoins des écoles de manière holistique. Ainsi, une telle approche devrait également être mise en œuvre pour répondre aux problèmes de qualité. **Limbani Nsapato, Lusaka, Zambia**

De nombreux participants plaident pour l'adoption de politiques éducatives globales et énergiques, avec des programmes scolaires à jour et fondés sur les compétences, des infrastructures scolaires adaptées, des matériels d'apprentissage adéquats et une main-d'œuvre enseignante qualifiée. Ces réformes devraient s'accompagner d'une augmentation du soutien financier public à l'éducation et de solides systèmes de suivi

destinés à garantir l'utilisation efficace et la distribution équitable de ces fonds.

Une attention particulière était portée aux besoins des enfants et des jeunes les plus marginalisés et difficiles à atteindre. Parmi les nombreuses propositions formulées à cet égard figure la nécessité d'adopter une langue d'instruction pertinente, et d'enseigner non seulement dans la langue nationale, mais aussi dans la langue maternelle des élèves.

La qualité de l'enseignement et de la formation des enseignants est fréquemment invoquée, les participants invitant les gouvernements à investir dans la formation initiale et continue. Les enseignants ont besoin d'un développement professionnel continu, notamment pour se familiariser avec les nouvelles méthodes et priorités, telles que les TIC ou l'éducation soucieuse d'égalité entre les sexes. Plusieurs participants ont insisté sur l'importance de nouvelles approches pédagogiques, telles que l'apprentissage centré sur l'élève, l'apprentissage entre pairs et l'apprentissage par l'expérience.

En plus de la formation, des conditions de travail et des salaires avantageux sont nécessaires pour attirer les bons enseignants à tous les niveaux, y compris l'accueil de la petite enfance et l'enseignement secondaire. Certains participants ont aussi plaidé pour de meilleurs mécanismes d'évaluation afin de responsabiliser les enseignants, et ont invité les enseignants à respecter des codes d'éthique professionnelle.

Mesures nécessaires pour permettre aux groupes les plus marginalisés d'accéder à un apprentissage de qualité

Un grand nombre de participants ont insisté sur la nécessité de soutenir les groupes marginalisés, notamment les filles et les femmes, les minorités ethniques et autres, les enfants placés en institution, les handicapés, les personnes réfugiées et déplacées et les enfants soldats. Les écoles isolées ont également besoin d'un soutien afin de surmonter les inégalités entre établissements urbains et ruraux.

Dans les situations de conflits et de fragilité, il est crucial que l'éducation soit adaptée à son environnement, car dans le cas d'une éducation ignorant le conflit, celle-ci pourrait avoir un effet négatif sur la stabilité du pays, voire sur le conflit lui-même... Ainsi, les programmes éducatifs mis en œuvre dans de telles conditions doivent tenir compte de la situation de conflit et à la fois en minimiser les impacts négatifs et en maximiser les impacts positifs afin de surmonter ces obstacles.

Noemi Gerber

Les participants ont insisté sur le grave problème posé par les enfants en situation

d'urgence ou de conflit, qui ont besoin non seulement d'une protection physique et d'un soutien psychosocial, mais aussi d'informations vitales, et exigent des efforts en matière de règlement des conflits et de consolidation de la paix. Ils ont également attiré l'attention sur les formes de discrimination multiples auxquelles peuvent être confrontés, par exemple, les femmes handicapées, les enfants handicapés vivant en zone rurale et les populations autochtones ou les minorités ethniques.

Il est particulièrement important de promouvoir la création d'un environnement familial favorable. L'assujettissement des enfants aux tâches ménagères peut ainsi s'avérer une source potentielle d'inégalités. Pour ce qui est de l'égalité entre les sexes, les participants ont proposé d'améliorer la sûreté et la sécurité et des bâtiments scolaires et de leurs environs immédiats, d'apporter aux enseignants une formation sexospécifique et d'envisager une politique de parité du recrutement dans les établissements gouvernementaux.

Plusieurs participants ont suggéré l'adoption d'une approche holistique et fondée sur les droits de l'éducation équitable de qualité, «...*indépendamment des programmes et des contextes prévalant dans les différents pays*» (Evelyn Núñez), l'équité étant un élément transversal de l'ensemble des politiques et pratiques éducatives, y compris les programmes de formation enseignante, la conception et l'évaluation des programmes, la fourniture des matériels et la conception des infrastructures scolaires.

Ils suggèrent qu'il faut disposer de davantage de données factuelles et ventilées, dans la mesure où certains groupes demeurent invisibles dans les enquêtes auprès des ménages, par exemple. Ces données nous permettront de mieux comprendre la situation des différents groupes marginalisés ou vulnérables, d'en assurer un suivi plus précis et d'adopter des politiques et des pratiques de soutien mieux adaptées.

Rôle des différents acteurs dans l'amélioration de la qualité

Les participants ont mis l'accent sur la responsabilité des gouvernements, qui, en vertu de leurs engagements constitutionnels et internationaux, sont tenus d'apporter une éducation de qualité pour tous et de protéger les droits des enfants. La lutte contre la pauvreté et la malnutrition, la suppression des inégalités, l'amélioration de la gouvernance et le combat contre la corruption sont cités comme autant de priorités pour les systèmes éducatifs et les économies dans leur ensemble. Certains participants soulignent la

nécessité d'efforts particuliers dans les régions frappées par des conflits ou les situations d'urgence. Les gouvernements prônant une éducation inclusive doivent aussi veiller à ce que celle-ci soit abordable.

Les participants ont également examiné les responsabilités des différentes parties prenantes scolaires, certains soulignant la nécessité d'instaurer la confiance et le respect entre les élèves et les enseignants dans un environnement scolaire démocratique. Des politiques et des formations s'imposent en matière d'apaisement des conflits et de construction de la paix, de lutte contre les brimades et de prévention du harcèlement. Plus généralement, les participants ont souligné l'importance du dialogue avec les familles, les associations de parents, les syndicats d'enseignants et d'élèves et les communautés pour améliorer la qualité de l'éducation et promouvoir la gestion scolaire.

Un contexte significatif pour un enseignant adulte ne l'est pas nécessairement autant pour un jeune apprenant. Il est vivement souhaitable que le contexte dans lequel l'apprentissage est développé soit le même que celui dans lequel la connaissance sera utilisée. Si possible, l'apprentissage au sein de l'école devrait même être lié à l'apprentissage hors de l'école et aux autres expériences. **Md. Zillur Rahman Siddiki**

La société civile a un rôle stratégique à jouer en matière de suivi de l'action gouvernementale, concernant, notamment, l'affectation et la distribution équitable du financement public de l'éducation, la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes et la gouvernance éducative. La société civile peut également veiller à ce que l'évaluation des résultats de l'apprentissage réponde à de plus larges besoins sociétaux, selon une conception plus holistique de l'apprentissage de qualité. Les participants ont également insisté sur le soutien apporté par la société civile aux différents groupes minoritaires, notamment en matière de sensibilisation aux droits, de services éducatifs non formels et d'activités extra-curriculaires, et de promotion des approches pédagogiques innovantes adaptées à leurs besoins.

Les participants estiment aussi que le secteur privé a un rôle important à jouer dans la promotion d'une éducation de qualité. En prenant une part active au débat sur les politiques éducatives, il peut, par exemple, aider à identifier les compétences nécessaires à l'économie des pays et proposer diverses contributions à l'amélioration de la qualité de l'apprentissage. L'apprentissage en entreprise a été mentionné, ainsi que la place du secteur privé dans la formation et l'éducation professionnelles. On attend aussi du secteur privé qu'il

contribue à une éducation de qualité en apportant un soutien financier, matériel et/ou technique. Là où il participe à la fourniture des services éducatifs, des mesures de reddition des comptes sont nécessaires afin de garantir que ces interventions sont conformes aux politiques nationales globales. Enfin, les participants ont également mentionné l'octroi de bourses d'étude.

Parmi les parties prenantes citées figurent aussi les chercheurs, dont les travaux et les conclusions, y compris en matière de bonnes pratiques, aident à concevoir les politiques éducatives. Les médias jouent également un rôle crucial en matière de plaidoyer pour une éducation de qualité et de diffusion des bonnes pratiques.

Enfin, les participants ont également examiné le rôle du système multilatéral et de la communauté internationale des donateurs. Le premier est considéré comme bien placé pour faciliter les discussions mondiales en matière d'indicateurs de l'éducation, diffuser les bonnes pratiques, fournir conseils et assistance technique et promouvoir l'élaboration de normes. La seconde est invitée à soutenir les efforts nationaux en fournissant une assistance technique et financière aux institutions gouvernementales, communautaires et de la société civile, notamment à celles qui soutiennent les groupes marginalisés.

Une collaboration avec l'ensemble des parties prenantes (société civile, secteur privé, organisations d'enseignants, parents, communautés, etc.) est nécessaire à tous les niveaux. Les parents et les communautés peuvent, par exemple, contribuer à ce que les curricula répondent aux besoins sociaux et culturels et atteignent des objectifs élevés en matière de qualité de l'apprentissage.

Implications pour les objectifs éducatifs de l'agenda du développement après 2015

La discussion en ligne confirme la nécessité de fixer des objectifs d'éducation séparés et spécifiques dans le cadre post-OMD, l'éducation étant perçue par les participants non seulement comme un droit fondamental, mais aussi comme la condition du respect et de la réalisation des autres droits humains et objectifs mondiaux.

Pour une forte majorité de participants, l'éducation inclusive et l'apprentissage équitable devraient être placés au cœur du cadre global de développement après 2015, et il convient d'adopter « *...une approche ascendante qui galvanise le soutien des communautés et*

de la société en faveur de l'amélioration de l'apprentissage, suivie de politiques conçues pour soutenir au plus près l'apprentissage des enfants » (Alisa Philips).

Certains participants estiment qu'il faut associer des objectifs, cibles et indicateurs post-OMD à une série d'objectifs simplifiés de l'EPT. L'ensemble de ces objectifs devraient être formulés clairement et rendre les gouvernements responsables. Ils devraient également être adaptables aux différents contextes : on ne peut plus se contenter d'approches uniformes. Afin d'encourager les améliorations de la qualité de l'apprentissage, les objectifs en la matière pourraient être assortis de sous-indicateurs et accompagnés de conseils sur les politiques et les bonnes pratiques.

Afin d'intégrer les approches holistiques de la qualité de l'apprentissage décrites plus haut, les objectifs devraient protéger le droit à l'éducation à tous les niveaux d'éducation et prendre en compte l'apprentissage extra-scolaire, non formel et informel. Les objectifs devraient également reconnaître une conception élargie de l'apprentissage, qui dépasse l'acquisition des connaissances disciplinaires et traditionnelles pour intégrer les « compétences nécessaires à la vie courante » au XXI^e siècle.

Les participants ont proposé une liste variée d'indicateurs tant quantitatifs que qualitatifs, couvrant les intrants, les processus et les résultats. Ils concernent la législation, le financement public de l'éducation, les infrastructures scolaires, la disponibilité des équipements et des matériels (nombre de manuels par élève, par exemple), les conditions de travail des

enseignants et les conditions d'apprentissage (taux d'encadrement, par exemple).

Les autres indicateurs proposés pourraient mesurer les différentes dimensions du droit à l'éducation, telles que la disponibilité, l'accessibilité, l'acceptabilité et l'adaptabilité. On pourrait, par exemple, fixer un taux minimal de scolarisation des filles, et un taux minimal d'achèvement pour les filles et les garçons à tous les niveaux d'éducation et aux âges prévus pour l'obtention des diplômes. Les propositions soulignaient l'importance des données ventilées. Quant aux indicateurs de compétence, les propositions comprenaient des indicateurs de compétences de base (capacités de lecture, d'écriture et de calcul des différents groupes d'âge), ainsi que des indicateurs destinés à évaluer la capacité à utiliser et appliquer ses connaissances dans différents contextes, à utiliser des compétences métacognitives et interpersonnelles et à agir en citoyen actif.

À titre de principe général final, les participants souhaitent vivement qu'un dialogue approfondi sur l'éducation après 2015 s'instaure entre les différentes parties prenantes aux niveaux local, national, régional et international.

AVERTISSEMENT : Les observations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent compte rendu sont celles des participants de la discussion ; elles ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions de l'UNESCO, de l'UNICEF et de l'Organisation des Nations Unies.